

De la *TéléCovid*, alignement et nouvelle carte d'identité

J'observe avec tristesse les réactions gouvernementales gênées et erratiques dans cette pandémie ultra-médiatisée. Un des derniers exemples criants de cette inconsistance dans la pensée prospective vient de nous être donné dans la non-conception du non-confinement de l'île de France et des Alpes maritimes. La maladresse de nos dirigeants à servir implicitement, sans réflexion vraie, tout ce qui par osmose favorise, au final, l'enrichissement démesuré des grandes firmes pharmaceutiques et des GAFAM et la peur du «qu'en dira t-on», comme du risque judiciaire, perturbent l'indispensable indépendance d'esprit et la cohérence dans les décisions.

Nous pourrions les soupçonner de ralliement à ces monstres capitalistes, mais je les crois plutôt **malhabiles et inconscients...** Ils donnent l'impression **de s'inspirer de ce qui se fait aux États-Unis post-Trump ou en Allemagne toujours Merkelisée, ou en Israël, pays si intime des États-Unis, et même de ce que font ces euro-séparatistes de Londres.**

Il faut faire comme eux, non pas pour seulement vaincre la maladie, mais **pour ne pas risquer, en prenant des mesures trop différentes, de réussir à la combattre mieux que les autres et de se mettre ainsi en évidence, en sécession;ou alors de faire moins bien. Nous pourrions le croire! Alors on se prive de la compétence des médecins de famille, des cliniques privées, des médicaments efficaces et bons marchés, de la logistique des Armées et de leurs états-majors et on se focalise sur les hôpitaux publics au personnel que l'on dit épuisé, parce qu'en sous-effectif, et qui fait simplement ce pourquoi il est fait.**

Cette pandémie aura eu le grand mérite de mettre en évidence **l'acceptation d'alignement et de soumission de l'élite française auto-proclamée à une dangereuse vision transnationale.** Parfois elle semble vouloir donner des gages à ceux qui croient toujours au destin de la France, mais, en réalité, elle ne fait que gérer.

Elle parle de rapatrier les industries stratégiques, parce qu'elle ne peut pas faire autrement tant ses décisions antérieures, ont eu, de manière trop évidente, des conséquences néfastes. Or **gérer n'est pas gouverner.**

Pour diriger un pays il faut montrer une ambition pour lui et tout faire pour la concrétiser. Ceux qui gèrent sont des fonctionnaires, des administrateurs, aucunement des chefs. Ils peuvent constater les dérives et les dangers qui nous guettent, mais ils n'ont ni la formation, ni l'audace, ni la vision des stratégies pour prendre les décisions qui s'imposeraient et verraient la France redevenir la France. **Il n'y a donc rien d'étonnant à leur incompétence et à leur mollesse politique. Ils ne sont pas à leur place à la tête de notre pays.**

Cette idée fixe de **rester dans une ligne politique pensée ailleurs, suscite leur hantise de voir un jour le peuple désobéir aux ordres concoctés dans d'obscurs et secrets conseils.** Le peuple ne doit pas juger... Et si le masque subitement n'était plus suffisant pour le faire taire? Et si les gestes barrières et le télétravail volaient en éclat? Et si les Français refusaient cette vaccination de masse et le passeport vaccinal? La France serait regardée avec condescendance dans les réunions bruxelloises, montrée du doigt, et son gouvernement passerait pour **inefficace dans la mise au pas du peuple.** Il faudrait en changer...**Heureusement il y a TéléCovid qui fait bien son boulot...**

Notre élite auto-proclamée et alignée, se doit donc de faire taire toute réflexion propre à la France et combattre l'indépendance de pensée. **Ne pas suivre les injonctions politiques ou économiques du système serait périlleux. Le risque serait une sanction industrielle, de politique intérieure, ou une mise à l'index et un isolement, ce qui, aujourd'hui, dans ce qui n'est plus l'Occident mais l'empire étatsunien, reviendrait au même.** L'inspiration sociétale et la conception économique-financière proviennent des États-Unis ou de leur environnement anglo-saxon.

Ce phénomène est bien sûr contrôlé, diffusé et amplifié par certains médias «grand public» et les maîtres-penseurs dont nous connaissons le financement et l'orientation.

Ainsi, dans la substance profonde de leur ligne éditoriale, nous trouvons, aussi, que l'islam est religion de tolérance et d'amour; que les plus grands personnages de l'histoire de France étaient racistes et qu'en conséquence il faut en effacer la mémoire et réécrire une histoire ne reposant plus sur l'objectivité scientifique mais humiliant ceux qui l'ont faite.

Pas de passé, pas de nation! De même ils peuvent également applaudir le dénommé Christo, qui au nom d'un art avili, souhaite emballer l'Arc de Triomphe et effacer dans un odieux symbole quelques unes des plus grandes gloires de la France, au dessus de la tombe du soldat inconnu, lui-même rappel de la nation en armes.

Dans un tel contexte les responsables des organismes internationaux et l'intelligentsia new-yorkaise, relais de la puissance états-unienne, peuvent lancer toutes sortes d'initiatives en étant presque certains d'obtenir l'adhésion des pays protégés ou alignés. Aucun État européen ne peut, ou ne veut, ainsi, s'affranchir de l'OTAN, ni, dans d'autres domaines, de la tutelle des États-Unis.

Donc, malgré l'existence de l'euro, le dollar reste la monnaie de compte et les impératifs culturels venus d'outre-atlantique sont incontestables, même s'ils ne conviennent pas à l'âme des peuples. **Il faut faire vert et écolo pour aider à la mutation industrielle initiée et contrôlée financièrement par les transnationaux et ainsi détruire les énergies et industries où l'ancienne France excellait. Il faut coopérer dans les techniques les plus avancées quand la France les maîtrise, pour ainsi niveler le savoir et la richesse intellectuelle des Français à l'aune des étrangers. Il faut accepter toutes les migrations afin d'intensifier l'action destructrice des engagements précédents, parler de diversité et non plus de nation...**

L'imitation bien disciplinée et l'alignement, se marquent dans ce qui pourrait passer pour de petits faits non dommageables. Le peuple n'y prend garde et, à force de grignotages, perd peu à peu sa matière qui le définit en tant que tel.

En réalité ils traduisent un drame profond dû à l'inconscience des administrateurs que nous avons élus. Je me demande ainsi **pourquoi la nouvelle carte d'identité française est imprimée en français mais aussi en anglo-saxon.**

Si la langue anglo-saxonne est censée être comprise par tous les étrangers, et par nous, il devient inutile de la présenter en français! Sans doute certains qui nous gèrent imaginent-ils une telle évolution unificatrice.

La Carte d'identité est un témoignage interne qui n'a pas vocation initiale à servir de document transfrontalier contrairement au passeport. Intime des Français, elle est cependant acceptée comme garantie par les pays européens et quelques autres; mais, que je sache, le français est langue officielle de l'UE et les pays qui l'acceptent comme document permettant d'entrer chez eux, sont francophones.

Il y a là un phénomène évident de soumission insidieuse, de démission. Peut-on seulement se révolter? Quant au passeport, nous pouvons également nous interroger sur le pourquoi de l'introduction de mots anglo-saxons dans son contenu. Pourquoi pas du russe, du chinois, de l'espagnol ou de l'arabe coranique? Dans le cas du passeport, le phénomène est ancien, mais la carte d'identité n'avait jamais subi un tel outrage...

Il est de plus étrange que la présentation de cette nouvelle carte d'identité ait eu lieu au moment où débutait la semaine de la francophonie dont j'ai connu l'existence par pur hasard. L'ayant appris j'ai alors imaginé que notre gouvernement, pour une fois en éveil et revenu à une vision plus sage et patriotique de son action, allait profiter de l'occasion pour présenter une loi complétant la loi *Toubon*.

Au nom de la Constitution et du simple droit de comprendre, elle aurait interdit aux agences publicitaires d'utiliser l'anglo-saxon en s'adressant aux auditeurs et téléspectateurs français. Elle aurait enjoint aux chaînes nationales de donner des noms français à leurs émissions. Elle aurait rappelé à nos diplomates que la langue de la République est la langue de la bonne diplomatie et celle de la France, et aux universités que les étudiants étrangers viennent en France pour obtenir des diplômes français et non pas pour des imitations ou des succédanés anglo-saxons. Elle aurait prévu toutes sortes de contraintes pour ceux qui, par snobisme, bêtise, insuffisance intellectuelle, auraient eu la tentation de malmener l'usage de leur langue maternelle ou de s'abaisser à en utiliser une autre sous divers et faux prétextes. Elle aurait très strictement limité l'usage de langues étrangères dans le domaine dit culturel et surtout elle aurait réformé l'enseignement de notre langue dans le système scolaire.

Mais au lieu de ces mesures de bonne nature j'ai reçu sur les chaînes TV *grand public*, de brèves allusions à l'innocuité du *franglais*. Hélas, si j'avais cru un seul instant qu'une seule part de mon rêve aurait pu se réaliser j'aurais fait preuve, je le sais, d'une naïveté plus grande que celle que je prête à nos gouvernants.

Ce sont, malheureusement, ces petits incisions, permises par des gestionnaires sans foi, dans notre culture, dans nos privilèges, dans notre orgueil, qui additionnées, atteignent au coeur notre dignité de Français et portent une grave atteinte à la grandeur de notre pays.

Henri ROURE
